

### **Après l'échéance du 31 décembre 2007, où en sont les APE ?**

Cela représentait, pour nous, la fin d'un marathon. Deux campagnes, une en 2006 et une autre en 2007. Et puis, finalement, un peu au dernier moment, un signe : à la fin du mois d'octobre, la Commission européenne reconnaissait qu'il lui serait impossible de signer des accords complets avec l'ensemble des régions avant le Nouvel An... accusant Oxfam International, entre autres, de gêner le jeu. Depuis, les négociateurs de Bruxelles, contraints de battre en retraite, ont réduit leurs ambitions à des " accords intérimaires " portant sur le commerce des biens (agricoles et industriels), le reste étant repoussé à 2008. Non sans dégâts : au 31 décembre, sous la menace d'une perte d'accès au marché européen, 35 pays avaient signé des accords " intérimaires ". A la clé, des engagements en faveur d'une libéralisation de 80 % à 97 % de leurs échanges avec l'Europe, sur une période inférieure à quinze ans. Or, les conséquences de telles mesures peuvent être terribles pour l'économie de ces Etats.

Ce n'est pas tout : ces pays se sont aussi engagés à des négociations en 2008 sur les services et l'investissement, ce que nombre d'entre eux avaient jusqu'alors refusé de faire. Enfin, le grand argument de l'Union européenne en faveur de l'intégration régionale a volé en éclats, puisqu'elle a accepté une signature individuelle des pays.

En 2008, puisque le marathon continue, pas question de laisser un répit à la Commission européenne. Mobilisation et plaidoyer se poursuivent à Bruxelles au sein d'Oxfam International. A Paris, avec nos partenaires français et du Sud, nous entendons exhorter la France à jouer un rôle majeur dans la promotion d'accords de partenariat justes, notamment lors de la présidence française de l'Union européenne qui démarre le 1<sup>er</sup> juillet prochain.